



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

Orléans, 7 JANVIER 2015

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société CIDEME

Commune de GIEN-ARRABLOY

Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

PJ1 – Projet d'arrêté préfectoral complémentaire distinct encadrant de façon temporaire (3 ans) l'incinération de résidus de broyage automobile

I – Présentation de l'établissement

La société CIDEME exploite sur le territoire de la commune de GIEN-ARRABLOY une unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI). Cette société appartient au groupe TIRU (Traitement Industriel des Résidus Urbains), groupe spécialisé dans la valorisation énergétique des déchets.

Elle dispose pour ce faire des installations suivantes :

- une zone de réception des déchets constituée d'un pont bascule et d'un portique de radioactivité,
- une fosse d'entreposage des déchets bruts d'un volume de 1 600 m³ ;
- une chaîne de préparation des déchets dans laquelle sont notamment réalisées les opérations de déferailage, de broyage et de criblage des déchets ;
- une fosse d'entreposage des déchets broyés d'un volume de 900 m³ ;
- une unité d'incinération avec récupération d'énergie constituée de 2 fours à lit de sable fluidisé d'une capacité unitaire de 5 tonnes/heure à PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur) de 10 040 kJ/kg ;
- deux plate-formes de superficies respectives de 3 100 m² et 3 990 m² permettant la maturation des mâchefers produits par les installations.

Le site est également équipé d'une filière de traitement des DASRI par incinération (ligne d'injection spécifique des déchets).

L'énergie thermique produite lors de l'incinération des déchets est valorisée sous forme d'énergie électrique par production de vapeur alimentant un turboalternateur de 5 500 kW électrique.

Les activités exercées par la société CIDEME sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2012 autorisant la société à poursuivre l'exploitation de l'unité

d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risques infectieux de GIEN-ARRABLOY (mise à jour administrative des activités et actualisation des prescriptions).

L'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 vise une capacité maximale d'incinération n'excédant pas 78 000 tonnes/an.

Sur les déchets admissibles au sein des installations, les quantités pour certaines catégories sont limitées pour :

- les DASRI : 7 000 tonnes/an ;
- les ordures ménagères: 5 000 tonnes/an (tonnage inclus dans les 78 000 tonnes autorisées lié aux arrêtés techniques ou fortuits des centres de stockage dans les départements limitrophes du Loiret) ;
- les boues de station d'épuration : 1 000 tonnes/an (exprimées en matières sèches).

II – Situation administrative de l'établissement

Les installations exploitées par la société CIDEME sous le régime de l'autorisation sont indiquées ci-après :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2770	Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.	Incinération de Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux	7 000	t/an
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux.	Incinération de déchets ménagers	78 000	t/an

III – Demandes de modifications des conditions d'exploiter - Incinération de déchets de refus de broyage automobile en provenance d'autres départements que ceux autorisés

III.1 – Présentation de la demande

Par courrier en date du 12 mars 2014, l'exploitant a sollicité Monsieur le préfet du LOIRET en vue de demander l'autorisation de réceptionner pour incinérer sur le site GIEN-ARRABLOY des résidus de broyage automobile (RBA) en provenance des départements du LOIR-ET-CHER (41), de la SEINE-ET-MARNE (77), de l'ESSONNE (91), des HAUTS-DE-SEINE (92) et du CHER (18).

Les RBA admis ne devront provenir que de la société DERICHEBOURG REVIVAL.

Sans modifier la capacité de traitement du site (soit 78000 tonnes/an), l'exploitant sollicite l'autorisation d'apport de déchets provenant des sites précités, pour une quantité annuelle maximale de 12000 tonnes, ce tonnage « permettant de combler une partie du vide de four pour atteindre 65000 tonnes sur les 78000 tonnes autorisées ».

III.2 – Origine géographique des déchets actuellement autorisés sur site

Les activités exercées par la société CIDEME, située au lieu dit « Les Gâtines » sur le territoire de la commune de GIEN-ARRABLOY, sont réglementées, à ce jour, par l'arrêté préfectoral du 28 mai 2014.

L'arrêté préfectoral précité prévoit notamment en son article 1.2.3 :

- ☛ que les déchets ménagers et assimilés admis proviennent principalement du département du LOIRET (45), du CHER (18) et du LOIR-ET-CHER (41) ;
- ☛ qu'en plus des dispositions relatives à l'origine géographique des déchets, l'exploitant est autorisé à admettre sur site un tonnage annuel de 5000 tonnes d'ordures ménagères liées aux arrêts techniques ou fortuits des centres de traitement situés dans les départements limitrophes du LOIRET et ce en respectant, les plans de gestion départementaux des déchets en vigueur.

III.3 - Analyse des éléments transmis

Au regard des éléments transmis, les déchets demandés (« résidus de broyage automobiles » ou RBA) à être admis sur le site de GIEN-ARRABLOY seraient :

- des déchets industriels non dangereux classé sous le code de la nomenclature déchets 19 10 04 (« fraction légère des résidus de broyage et poussières autres que celles visées à la rubrique 19 10 03*») ;
- ☛ issus de VHU ayant été dépollués dans les règles de l'art et conformément au cahier des charges édités par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;
- ☛ préalablement broyés avant leur réception sur site et de ce fait, l'installation de broyage de l'usine serait faiblement sollicitée ;
- actuellement mis en décharge de classe 2 (ISDND) ;
- ☛ de nature à améliorer la performance énergétique des installations compte tenu que divers projets de valorisation énergétique sont à l'étude (alimentation du réseau de chaleur de serres horticoles).

De plus, l'exploitant a précisé avoir réalisé des essais de traitement des RBA entre janvier et mars 2014 (5 400 tonnes admises lors de cette période) et que l'incinération de ces derniers « n'a posé aucune difficulté en termes de pilotage des fours. Les paramètres de marche du filtre à manches, de perte de charge et les fréquences de décolmatage n'ont pas été modifiés. [...] Lors des essais, aucune augmentation notable de la consommation de réactifs (lignite, charbon actif et urée) n'a été constatée. »

A noter que ces essais ont été réalisés sans que le préfet n'ait été informé au préalable en vertu de l'article R.512-33 du code de l'environnement et de ce fait, sans qu'aucun accord n'ait été délivré à la société CIDEME pour l'incinération de RBA, déchets actuellement non autorisés et provenant de zones géographiques non couvertes (77, 91 et 92) par l'arrêté préfectoral du 28 mai 2014.

En ce sens, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 13 juin 2014 à l'encontre de la société CIDEME.

Par ailleurs, l'exploitant a détaillé les éléments attendus suite au courrier préfectoral du 1^{er} août 2014 pour étayer sa demande en indiquant notamment :

1/ la nature et la composition des déchets traités et notamment l'assimilation des RBA à des DIB

L'exploitant appuie son argumentaire en citant un rapport établi en avril 2014 par l'association RECORD (Réseau Coopératif de Recherche sur les Déchets et l'environnement), créée en 1989 à l'initiative du Ministère en charge de l'Environnement, s'intitulant « valorisation énergétique des RBA des véhicules hors d'usage, procédés et analyse technico-économique – situation en France et en Europe ».

Dans ce cadre, il est indiqué que les RBA sont valorisés dans des UIOM en Allemagne, Espagne, avec des charges pouvant aller jusqu'à 25% de la capacité nominale pour l'usine à lit de sable fluidisé située à ANVERS (technologie identique à celle de l'usine de GIEN-ARRABLOY).

Ainsi, l'exploitant étaye que les principales caractéristiques des RBA, précisées en page 14 du rapport susmentionné, tendent à montrer que ces derniers sont assimilables à des DIB sous réserve que lors de leur traitement (avant broyage) ils ne soient pas souillés par des produits ou substances dangereuses issus du démantèlement des VHU.

En vue de garantir cette assimilation aux DIB, l'exploitant propose **pendant une année** de :

- renforcer le suivi des RBA entrants pour chaque admission en sollicitant le producteur pour qu'un échantillon représentatif de sa production soit transmis et analysé sur un certain nombre de paramètres. En fonction des résultats, l'admission du lot sera ou non opérée au sein de l'usine de GIEN-ARRABLOY ;
- renforcer le suivi des impacts des rejets atmosphériques et des sous produits générés par le fonctionnement de l'usine au moyen de :
 - o d'une analyse mensuelle en métaux en sortie de cheminée sur les lignes en service lors des périodes de forts apports (contre 2 analyses actuellement imposées par l'arrêté préfectoral) ;
 - o d'une analyse mensuelle sur les sous produits d'incinération (scories sous cyclones, scories sous chaudières, REFIOM et mâchefers) ;
 - o d'une campagne supplémentaire de suivi des retombées atmosphériques (contre une analyse actuellement imposée par l'arrêté préfectoral).

2/ Les conséquences de l'incinération des RBA sur les concentrations rejetées à l'atmosphère pour le paramètre dioxines / furannes

L'incinération non autorisée de RBA ayant été effective durant la période de novembre 2013 à avril 2014, l'exploitant a ainsi pu considérer l'impact de l'incinération de ces déchets de RBA vis à vis des émissions à l'atmosphère de chacune des deux lignes durant cette même période.

De ces résultats, l'inspection note que l'incinération de RBA n'engendrent pas à priori d'augmentation significative des teneurs en PCDD / PCDF des rejets atmosphériques.

3/ La composition des déchets produits du fait de l'incinération des RBA

Concernant les mâchefers, l'examen des résultats des analyses réalisées sur les lots mensuels durant la période où des RBA ont été incinérés au sein de l'usine ne montre pas d'impact significatif sur les mâchefers produits (quelques dépassements du paramètre chrome total et de la fraction soluble).

A noter que l'ensemble des mâchefers produits durant cette période ont tous été valorisés en techniques routières (aucun enfouissement en ISDND n'est à recenser).

Concernant les REFIOM, l'examen des résultats des analyses trimestrielles (4^{ème} trimestre 2013 et 1^{er} trimestre 2014 notamment) montre d'importantes teneurs pour les paramètres Pb, Ba, Cu et SO_4^{2-} (ions sulfates) qui ne sont pas habituellement observées pour les analyses des 3 autres trimestres de 2013 et du 2nd trimestre 2014.

Dans ce cadre, l'exploitant indique que « le retour d'expérience est trop faible pour tirer des conclusions de causes à effets. Notre opérateur MINDEST qui traite nos REFIOM par valorisation en mines de sel ne nous a pas alerté sur des difficultés dans la préparation avant emploi consécutif à une modification notable du produit durant la période d'essais d'incinération des RBA ».

4/ Les impacts générés par le trafic routier concernant les apports de RBA au sein de l'usine, principalement sur les maximums journaliers pouvant être atteints lors des mois de fort apport

Dans son argumentaire, l'exploitant indique que les apports dus à l'arrivage de RBA sur site n'excèderaient par 15 camions hebdomadaires dont un maximum de 4 pour la seule journée du lundi compte tenu que le niveau de la fosse est au plus bas ce jour de la semaine du fait du non apports de déchets le week-end.

L'exploitant estime la hausse du trafic par rapport à la situation actuelle comme suit pour des périodes bien distinctes :

- de mai à septembre : +2,55% (apport mensuel considéré de 780 tonnes) ;
- de novembre à mars : +4,67% (apport mensuel considéré de 1 500 tonnes) ;
- avril et octobre : +0,97% (apport mensuel considéré de 300 tonnes tenant compte des périodes d'arrêts programmés).

L'exploitant conclut que l'augmentation du trafic associé à l'admission de RBA n'a pas d'incidence au regard des conclusions de l'étude d'impact de 1994 réalisée sur la base d'un apport annuel de 80 000 tonnes alors qu'aujourd'hui 65 000 tonnes sont admises annuellement au sein de l'usine en moyenne.

5/ La durée pour laquelle l'autorisation est sollicitée pour le traitement par incinération de RBA provenant des départements du 18, 41, 77, 91 et 92

L'exploitant indique solliciter l'autorisation d'incinérer des RBA pendant une durée de 3 années et à renouveler en accord avec les plans départementaux et régionaux des déchets concernés.

III.4 – Caractère notable et/ou substantiel de la demande

La circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R.512-33 du code de l'environnement donne des éléments d'appréciation en sa partie g « nature ou origine des déchets pour les installations de traitement de déchets », pour permettre de se positionner quant au caractère notable et/ou substantiel de la demande.

Sur l'origine des déchets :

La circulaire dispose que « la seule modification de l'origine des déchets ne peut, à elle seule, être considérée comme une modification substantielle de l'installation. Ainsi un tel changement doit donner simplement lieu, le cas échéant à un arrêté préfectoral complémentaire [...]. Cet arrêté préfectoral devra être compatible avec les plans de gestion des déchets en-vigueur »

La compatibilité de son projet vis à vis des plans de gestion des déchets en vigueur a été examiné par le pétitionnaire et par l'inspection seulement:

- au regard du PDEDMA du LOIRET, il est précisé que la priorité sera donnée à l'incinération [...] par rapport à l'enfouissement pour les encombrants résiduels et les DIB. Les RBA étant actuellement mis en décharge sans valorisation énergétique. De ce point et considérant aucune réserve particulière stipulée dans le PDEDMA, il est indiqué que l'incinération de tel déchet est compatible avec les orientations de ce plan. Actuellement l'usine d'incinération est dotée d'un dispositif de récupération de la chaleur en vue de la valoriser au moyen d'un groupe turbo-alternateur en vue d'être autonome en termes d'alimentation électrique et de revendre l'excédant au gestionnaire du réseau. De plus, des projets additionnels de valorisation énergétique sont à l'étude concernant notamment l'alimentation de réseaux de chaleur pour des serres horticoles ;
- au regard du PREDMA d'ÎLE-DE-FRANCE, les RBA sont considérés comme des déchets hétérogènes (plastique, mousse, textile...) non dangereux assimilables à des déchets ménagers et assimilés. Il est précisé que un des objectifs principaux du PREDMA est de diminuer les quantités de DMA enfouis.
Ce plan indique également que la responsabilité des déchets des activités incombe au producteur qui doit assurer ou faire assurer la collecte et le traitement de ses déchets, dès lors qu'ils ne sont pas pris en charge par le service public. Ils peuvent être collectés et traités par des prestataires privés sur les installations franciliennes et hors ÎLE-de-France.

De ce qui précède, l'exploitant conclut que *« l'origine géographique des déchets est une modification notable des conditions d'exploiter et reste malgré tout compatible avec les plans de gestion des déchets des départements d'origine concernés »*, départements non couverts actuellement par la zone de chalandise encadrée par l'arrêté préfectoral du 28 mai 2014. Après examen de l'inspection, il s'avère que le projet apparaît cohérent au regard des différents plans de gestion consultés. Toutefois, l'inspection se verra proposer à Monsieur le préfet d'informer les différents Conseils Généraux concernés par le projet de la société CIDEME quant à l'apport de RBA en provenance des départements susmentionnés.

Sur la nature des déchets :

Considérant les actions de renforcement de suivi proposées par l'exploitant (cf. partie IV.3 du présent rapport) et considérant que l'exploitant devra s'assurer à chaque livraison que les déchets de RBA ne sont pas souillés par des produits dangereux ou substances dangereuses, il y a lieu de considérer que les RBA pourront être assimilés à des DIB.

III.5 – Propositions de l'inspection

L'ensemble des mesures proposées par l'exploitant et d'autres proposées par l'inspection est repris dans le projet de prescriptions techniques joint au présent rapport.

Ces dernières imposent notamment à l'exploitant de :

- formaliser un certificat d'acceptation préalable conforme à la réglementation en vigueur avec le producteur de ces RBA ;
- réaliser un contrôle visuel à chaque admission de RBA au sein de l'usine pour garantir que ces derniers ne sont pas souillés par des produits ou substances dangereuses, ce contrôle permettant entre autre d'attester l'assimilation des RBA à des DIB. Une traçabilité de ces opérations devra être mise en place par l'exploitant ;
- réaliser en plus de la mesure en continu, des analyses trimestrielles par un organisme extérieur compétent du paramètre SO₂ en sortie de cheminée sur les lignes en service lors des périodes de forts apports (contre deux analyses imposées à ce jour par l'arrêté préfectoral du 28 mai 2014) ;
- établir un retour d'expérience sur l'impact lié à l'incinération des RBA quant aux variations des teneurs observées sur les REFIOM pour les paramètres Pb, Ba, Cu et SO₄²⁻ et, également à généraliser pour les autres sous produits d'incinération (scories et mâchefers) ;
- réaliser les opérations de renforcement de suivi telles que proposées dans son courrier du 4 septembre 2014 (réalisation d'analyses mensuelles des métaux en sortie de cheminées par un organisme accrédité, réalisation la première année d'une campagne supplémentaire du suivi des retombées atmosphériques dans l'environnement, réalisation d'analyses

- périodiques sur des lots représentatifs de la production mensuelle des RBA pour chacun des producteurs...) ;
- effectuer l'ensemble des actions précitées pendant les trois années consécutives pour lesquelles il sollicite l'autorisation d'incinérer 12 000 tonnes / an de RBA en son usine contre une année proposée initialement par ce dernier ;
- réaliser une synthèse critique de l'ensemble des éléments précités dans ses bilans mensuels d'activité qu'il transmet à l'inspection et in fine, dans son rapport annuel d'activité.

IV – Conclusion et propositions de l'inspection des installations classées

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R 512-31 du Code de l'Environnement, d'encadrer par un arrêté préfectoral complémentaire temporaire distinct, les activités d'incinération des refus de broyage automobile en provenance d'autres départements que ceux autorisés actuellement et des prescriptions techniques associées.

Ainsi, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe du présent rapport et doivent être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R 512-31 précité.

L'inspecteur de l'environnement en
charge des installations classées.

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet du LOIRET

Pour le Directeur,

